



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1556>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 759 - août-septembre 1978 -

Date de mise en ligne : jeudi 24 avril 2008

Date de parution : août 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le Bureau International du travail constate que, pour les jeunes, le travail n'est plus une fin en soi. Selon P. Melvyn, chercheur au B. I. T. : « Il est question de réduire progressivement les horaires de travail avant la retraite.

Pourquoi ne pas inverser le processus pour les jeunes, de sorte qu'ils puissent débiter avec des horaires allégés et augmenter progressivement la durée du travail ? On ne tient compte que trop rarement des besoins des travailleurs. La tendance est toujours d'adapter le travailleur à l'emploi et non l'inverse : donc une réorientation fondamentale et en profondeur de l'activité est nécessaire.

On a le droit de reprocher à la société de culpabiliser les jeunes en leur donnant le sentiment que le chômage est une tare et qu'il est toujours synonyme de paresse et d'échec.

La société devrait admettre que, durant la vie professionnelle, il peut y avoir des périodes de chômage, ce qui n'est pas nécessairement négatif. Le chômage n'apparaît plus comme une tare, si, conçu dans un cadre de système de sécurité sociale, qui assurerait un revenu, cette interruption temporaire de l'activité professionnelle était mise à profit pour un recyclage ou pour des études... »

*

Dans un article qu'il intitule « Ticket d'entrée » (Le Monde du 27-6-1978), Pierre Drouin, faisant le point sur les propositions concernant la réduction des inégalités sociales, se demande « comment modifier l'opinion moyenne, rappeler qu'un homme en vaut un autre, fut-il clochard, handicapé de naissance, voué aux travaux les moins « reconnus » par la société ? ».

Puis P. Drouin nous fait part de l'idée générale et très simple qu'il vient de découvrir dans le livre de Jean-Baptiste Jeener qui a pour titre : « Délivrer le travail » : « En attendant qu'une redistribution des revenus par l'impôt ou autrement diminue substantiellement les écarts entre riches et malheureux, il faudrait qu'une « allocation de vie » soit versée à chaque Français. Du seul fait qu'il est né et qu'il a, par lui-même, des besoins incompressibles, il toucherait mensuellement un millier de Francs (la somme serait évidemment révisable avec le coût de la vie). Une économie développée doit pouvoir sans trop de dommages verser ce « ticket d'entrée » dans la vie à chaque membre de la communauté. La formule entraînerait en effet la suppression des allocations familiales, les indemnités de chômage, d'une partie des aides aux personnes âgées, aux veuves de guerre, etc...

La réforme suggérée par M. Jean-Baptiste Jeener est radicale et simple : nul n'aurait besoin de faire une déclaration pour obtenir son minimum vital. L'acte de naissance déclencherait automatiquement le versement mensuel qui se poursuivrait jusqu'à la mort. On ne pourrait parler d'assistance puisque le « fils de famille » comme l'enfant d'O.S. toucheraient la même chose. Les parents bénéficieraient de cette prime jusqu'à ce que l'enfant subvienne à ses besoins...

M. Jeener fait des calculs. Compte tenu de l'allègement de certaines charges que supporte aujourd'hui la nation, grâce à cette innovation, l'opération reviendrait en France à quelque 300 milliards de francs par an. Cette somme équivaut au sixième du produit intérieur brut ».

Nos fidèles lecteurs auront reconnu là un certain nombre de principes fondamentaux de l'économie distributive, mais ils s'étonneront avec moi qu'un journaliste économique comme P. Drouin n'ait pas déjà eu connaissance des travaux de Jacques Duboin et ait dû attendre la sortie du livre de J.-B. Jeener pour nous parler de revenu social.

P. Drouin ne semble toutefois pas convaincu, il parle « d'économie-fiction » ; il ne voit cela possible que dans une utopie ou deux. P. Drouin devrait regarder plus attentivement autour de lui.

*

Il faudra pourtant bien arriver à l'économie distributive, car c'est le seul moyen (c'est à dire la guerre) qui permettra de sortir de « Ce qu'on appelle la crise », crise dont tout laisse pressager l'aggravation. En effet, dans un document établi pour le Commissariat Général au Plan, document intitulé « La

France À l'horizon 1983 », l'I.N.S.E.E. annonce À la fois une forte aggravation du chômage, une persistance de l'inflation, une croissance ralentie et une quasi-impossibilité de financer les dépenses croissantes de la Sécurité Sociale.

Malgré une expansion plus rapide qu'À l'Étranger, le chômage devrait continuer À s'aggraver en France, le gain de productivité prévu (4,2 % par an et même 4,5 % À partir de 1979) dépassant sensiblement les progrès de la production. De sorte que, selon l'I.N.S.E.E., le seuil de un million cinq cent mille chômeurs serait atteint avec une moyenne de cent mille sans-emploi supplémentaires chaque année.

Et l'I.N.S.E.E. ne tient pas compte dans ses prévisions des progrès importants de productivité qui se manifestent dans le secteur des services notamment grâce À l'informatisation du travail de bureau.